

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1310** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

## Ensemble répond à l'appel

(Page 12)

Stations-service à Kinshasa

**P. Muabilu et Budimbu à la traque des anarchistes**

(P. 3)

**Kwamouth : 20 personnes tuées à Boku**

(P. 4)



COP-27

**Sama Lukonde lie la paix en RDC à la protection des écosystèmes**

(Pages 4)

**La journaliste Sonia Rolley expulsée par des autorités**

(Page 7)

**Nyota TV**

Retrouvez-nous sur **356 Canal+** !

CAF - C2

**TP Mazembe domine Royal AM : 1-0 !**

(Page 11)

**Accusé par certains habitants de privilégier les entreprises minières aux dépens de la population, Gaby Malonda a souligné que les travaux en cours affectent tout le monde.**

«Si vous avez le contact, vous pouvez appeler même les miniers. Même les miniers souffrent des travaux que nous sommes en train de faire. Le problème que nous avons, ça affecte tout le monde et les miniers et la population. D'ailleurs, il y a des miniers qui ont 10 heures de coupure par jour. Mais les travaux sont en cours et la situation pourra s'améliorer d'ici peu», a-t-il martelé.

Dans la foulée, l'ancien directeur de transport Sud de la société nationale d'électricité dans le grand Katanga a rassuré la population de Lubumbashi et l'a appelé à patienter dans plus ou moins un mois pour que la situation

puisse être totalement améliorée.

«La situation sera légèrement améliorée, maximum 2 semaines du côté de Inga et dans un mois, dès qu'on termine du côté Muadingusha, ça va encore s'améliorer. Et la situation pourra redevenir à la normale quand on aura le 6e groupe du côté de la centrale Inga 2», a-t-il conclu.

Depuis plus d'un mois, les villes de Lubumbashi et Likasi sont dans le noir. Les conducteurs haute-tensions de la SNEL qui relient les agglomérations sont souvent volés par des bandits. Une situation qui ne permet pas à cette société étatique de servir convenablement ses abonnés.

**Patient Lukusa, (7/7.cd) à Lubumbashi**

## Masisi : reprise timide des activités socio-économiques à Mwesso



Une reprise timide des activités socio-économiques a été observée mercredi 9 novembre dans la cité de Mwesso, groupement Bashali Mokoto, dans la chefferie des Bashali, dans le territoire de Masisi, à environ 100 kilomètres au nord-ouest de Goma (Nord-Kivu).

Cette reprise intervient après les incidents qui ont secoué le week-end dernier la zone après les meurtres du secrétaire administratif de la cité et d'un agent de l'ONG-Handicap International.

Selon la coordination territoriale de la société civile, cette reprise des activités est consécutive aux multiples appels au calme lancés par les autorités territoriales et la notabilité du territoire de Masisi aux différentes communautés.

La même source précise

que les habitants, qui avaient fui les violences dans les agglomérations voisines à Kalembe et à Kitshanga, regagnent progressivement leurs habitations à Mwesso.

Les marchés, les écoles et quelques boutiques... ont ouvert et fonctionnent normalement. Mais la tension ainsi que les stigmates des violences restent toujours perceptibles dans la cité.

La société civile locale affirme que quelques présumés auteurs de ces actes barbares sont toujours aux arrêts à la police en attendant leur transfert devant une juridiction compétente.

Le secrétaire administratif de la cité de Mwesso et l'agent de l'ONG-Handicap International affecté dans la même entité ont été tués, par balles, par des hommes armés la nuit de vendredi à samedi dernier toujours à Mwesso.

## Nord-Kivu

### Beni : 3 civils tués et plus de 20 autres pris en otage l'ADF à Kabasha



Trois (3) morts ont été déplorés dans une attaque attribuée aux rebelles d'Allied democratic forces (ADF) dans la localité de Kabasha, situé sur l'axe routier Beni-Butembo en groupement Buliki dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Plus de 20 autres civils dont un docteur ont été pris en otage par les assaillants. Le drame a eu lieu aux heures matinales de hier mercredi 09 novembre 2022.

Le chef du groupement Buliki, Muhindo Kalunga Meso, rapporte à 7SUR7.CD que les assaillants sont venus des trois axes pour atteindre le centre de la localité de Kabasha. Il affirme cependant que ce bilan est encore provisoire.

«Ils sont venus de trois axes notamment derrière le bureau de la localité, aussi à côté du centre de

santé, et d'autres à l'ouest précisément à Mondo. Pour le moment, le bilan provisoire est de 3 morts dont un enfant, 4 véhicules dont 2 Actros, 1 Fuso et une voiture rendus en centre. Les rebelles ont aussi incendié 16 portes commerciales voire le centre de santé de la CBCA», a-t-il fait savoir.

Le médecin traitant Mbusa Joakali, explique par ailleurs que parmi la vingtaine d'otages, figure 10 gardes malades et un docteur. D'après lui, ces rebelles ont incendié le bloc opératoire, d'accouchement et la pharmacie du Centre de santé de la CBCA de Kabasha.

«Les rebelles ont enlevé le médecin directeur de la structure au nom de Kasalahando Jean. Il avait plus de 20 malades, tous se sont volatilisés dans la nature, et on ne sait pas s'ils sont dans la

localité ou entre les mains des assaillants. Aussi, 10 gardes malades sont portés disparus. Avant de se volatiliser dans la nature, ils ont incendié le bloc opératoire, d'accouchement et la pharmacie», a-t-il confié à 7SUR7.CD.

Cette incursion rebelle est à la base de la paralysie des activités dans plusieurs secteurs dont le plus touché est l'éducation. Toutes les portes d'écoles primaires et secondaires sont restées fermées ce mercredi. Entre temps, certains familles vident la contrée craignant le retour des assaillants qui seraient signalés dans la partie Est. Ils se dirigent les uns à Butembo et les autres en ville de Beni.

Le 20 octobre dernier, les rebelles d'Allied democratic forces ont surgi à Maboya, près de Kabasha, toujours sur la route Butembo-Beni. Les autorités locales dressait un bilan d'au moins 7 morts dont une Sœur catholique. Ce qui avait suscité la condamnation de ce «sacrilège» par le Pape François.

**Bantou Kapanza Son (7/7.cd), à Kabasha**

## Haut-Katanga

### Snel : encore 1 mois de ténèbres à Lubumbashi

La Société Nationale d'électricité (SNEL) à travers sa direction régionale Sud se trouvant dans le grand Katanga, annonce le rétablissement normal de courant électrique dans les villes de Lubumbashi et Likasi d'ici un mois.

Gaby Malonda, ancien directeur de transport Sud de la SNEL, l'a dit à 7SUR7.CD le mercredi 9 novembre 2022. Il a précisé que le vol des câbles haute-tensions est à la base de l'absence du courant électrique dans presque tous les quartiers de la ville de Lubumbashi. Selon lui, les travaux de remplacement des conducteurs sont en cours dans différentes centrales de Muadingusha et Koni sans oublier à Inga 2 dans le Kongo-Central où deux grandes machines sont en panne.

«La raison principale,



ce sont des travaux que nous sommes en train de faire du côté de Inga où nous avons deux grands groupes à l'arrêt, le G23 et le G26 de plus ou moins 300 mégawatts qu'on a retiré du réseau. Du côté du Katanga, avec des cas de vol à répétition des câbles, la SNEL a opté carrément pour le remplacement des conducteurs en cuivre par l'aluminium. Présentement, on est en train de travailler entre les centrales

Muadingusha et Koni et la ville de Likasi. Ce qui fait que sur deux lignes que nous avons pour évacuer la production des centrales de Muadingusha et Koni, on est resté avec une seule ligne. Et cela a réduit notre capacité de production soit plus ou moins 40 à 45 mégawatts de ce côté», a-t-il déclaré au téléphone de 7SUR7.CD.

## Stations-service à Kinshasa

### P. Muabilu et Budimbu à la traque des anarchistes



Des stations-services pullulent à Kinshasa et dans d'autres grandes villes de la RDC. Malheureusement, elles fonctionnent sans respect des normes environnementales et surtout des conditions réglementant le secteur. Face à cette situation, le gouvernement congolais a décidé de remettre au plus vite de l'ordre dans ce secteur sensible. Une campagne de contrôle de conformité des stations-service a été lancée mardi 08 novembre 2023 conjointement par le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu et son collègue des Hydrocarbures, Didier Budimbu. Il s'agit d'assainir l'espace urbain, mais également de mettre fin à la construction anarchique sur les servitudes à travers toute l'étendue du territoire national.

Accompagnés du vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, Gérard Mulumba, les deux membres de l'exécutif central ont effectué une descente musclée sur différents sites pour mesurer l'ampleur des dégâts causés par les constructions anarchiques sur les emprises publiques. La route SECOMAF située dans la commune de N'Djili a été le premier site de visite de la délégation. Le tronçon coupé par les dernières pluies diluviennes est en plein réhabilitation. Ici, le patron de l'Urbanisme et son collègue des Hydrocarbures ont été écoeurés de constater que plusieurs habitations sont construites sans respect de normes urbanistiques et sans permis de construire. Beaucoup de maisons y sont

bâties sur des emprises publiques et reposent sur des pipelines, des conduites de carburant voire sur des collecteurs qui étouffent.

Ensuite, Muabilu et Budimbu en compagnie du numéro deux de la ville, ont poursuivi leur ronde, dans le cadre de l'opération sur la conformité des installations au regard des autorisations délivrées dans la commune de Lemba. Trois stations-service ont été ciblées notamment celle érigée dans un bâtiment abritant des appartements à Super Lemba et l'autre dans l'enceinte d'une parcelle en construction sur l'avenue Kiyimbi.

Au regard de ce spectacle désolant, les trois autorités ont décidé d'arrêter urgemment les activités de ces dernières afin de préserver les vies humaines. *Nous nous sommes déplacés mon collègue ministre des Hydrocarbures et le vice-gouverneur de Kinshasa pour que nous puissions rencontrer les Kinois qui sont victimes de cette situation. Ils doivent savoir que les lois de la République existent et nul n'est censé ignorer la loi. On ne peut pas continuer à bâtir sur les servitudes, au-dessus de caniveaux, ... Et le drame que nous avons vu au niveau de la route SECOMAF est causé par le fait que les gens construisent au-dessus de pipelines qui amènent le carburant de Matadi vers Kinshasa. Nous ne sommes pas dans une jungle, l'Etat existe et il doit prendre de décisions courageuses en faveur de sa population. Le gouverneur de la ville et les bourgmestres ont été suffisamment édifiés par l'intervention du président de la République lors du dernier Conseil des ministres. Ainsi, mon collègue et moi avons décidé, de fermer quelques stations-service. Les experts vont descendre sur le terrain pour continuer à fermer les stations-service construites sans respect de la réglementation en vigueur, a prévenu Pius Muabilu, le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat.*

Par Dan Kalala Kalambay

### Nord-Kivu

## Retour au calme après les bombardements des positions du M23

Les habitants de la cité de Bunagana et du village Jomba se sont réveillés dans un calme précaire, ce mercredi 9 novembre, au lendemain des premières frappes aériennes des avions de chasse des FARDC.

Ce mercredi dans la matinée, l'on observe un retour timide des habitants qui avaient fui en Ouganda, la veille vers 10 heures, lors de ces bombardements, indiquent des sources locales.

Les frappes aériennes avaient ciblées les collines de Tshanzu, Runyoni, Musongati et Sabyinyo, entre autres.

Aucun bilan de cette opération n'est encore connu, l'armée n'ayant pas communiqué à ce sujet.

Cependant, des sources dans la zone révèlent que les rebelles du M23 maintiennent toujours leurs positions dans le groupement de Jomba. Ce qui ne rassure pas du tout les habitants quant à leur sécurité.



Un acteur politique de la région déplore cette situation qui déstabilise la population civile obligée de faire des vas et viens, entre la RDC et l'Ouganda. Ce dernier plaide pour la reconquête urgente de toute la zone par l'armée nationale.

Pendant ce temps, d'autres combats ont opposé, mardi 8 novembre, les rebelles du M23 à certains groupes armés locaux. C'est notamment dans le village de Rugari, chef-lieu du groupement portant le même au sud de Rutshuru mais aussi à Kalengera, dans le groupement de Kisigari.

## Kwamouth: 20 personnes tuées à Boku

Au moins 20 personnes ont été tuées en début de semaine lors d'une attaque contre un village de l'Ouest de la République démocratique du Congo où un conflit oppose deux communautés depuis cinq mois, a-t-on appris mercredi de sources locales.



Cette nouvelle tuerie, dans la nuit de lundi à mardi, a été signalée dans le village de Boku, situé dans le territoire de Kwamouth de la province de Mai-Ndombe. Selon Nkete Mboma Butu, chargé de communication de la société civile de Kwamouth, les assaillants étaient armés de fusils et **«les habitants se sont défendus avec des machettes»**. **«Il y a eu des morts de part et d'autre»**, a-t-il indiqué en estimant le nombre total de morts à 20.

Jean Bosco Bulalwete, président de l'Assemblée provinciale de Mai-Ndombe, a fait état de **«lourdes pertes en vies humaines et en matériels»**, sans pouvoir préciser le bilan.

Mais le député provincial, Moïse Makami Muzik, a chiffré les morts à 35, en déplorant mardi devant la presse **«l'indifférence de la part du gouvernement central»** face au conflit qui oppose

les communautés Teke et Yaka depuis le mois de juin.

Les violences ont démarré dans le Mai-Ndombe en juin autour d'un conflit foncier et se sont étendues, notamment à la province voisine de Kwilu, où une attaque de village a fait mercredi dernier au moins 16 morts, selon les autorités provinciales.

Le mois dernier, le gouvernement congolais avait indiqué que ce conflit avait fait **«plus de 180 morts»**. L'ONU chiffrait, quant à elle, à plusieurs dizaines de milliers le nombre de déplacés, chassés de leurs villages par ces affrontements entre les Teke, qui se considèrent comme originaires et propriétaires des villages situés le long du fleuve Congo sur une distance d'environ **200 kilomètres**, et les Yaka, venus s'installer après eux.

Ouragan.cd

### Elections

## D. Kadima à Séoul pour apprécier la production à grande échelle des kits d'identification et d'enrôlement

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) séjourne à Séoul, en Corée du Sud, depuis lundi 07 novembre 2022, pour une visite d'inspection de la production à grande échelle des kits d'identification et d'enrôlement des électeurs.

D'après sa cellule de communication, Denis Kadima a, après son arrivée, tenu une séance de travail avec le directeur de l'entreprise Miru systems C.O, Jinbok Chung. Ce dernier a, selon la même source, rassuré son hôte que son entreprise ne va ménager aucun effort pour mettre à la disposition de la Centrale électorale les 29.700 kits destinés à l'opération de révision du fichier électoral dont le début est prévu le mois prochain.

D'après toujours la CENI, les échanges entre ces personnalités ont porté sur la programmation convenue à la signature du contrat et les modifications apportées au logiciel selon les indications des experts de cette institution d'appui à la démocratie, à l'issue du test grandeur nature organisé au mois de septembre dernier.

Par la même occasion, le numéro un de la CENI, Denis Kadima, a bénéficié d'une visite guidée de différents départements et services mobilisés pour réaliser les kits destinés à la RDC.

Pour rappel, Miru systems a gagné le marché de production des kits d'enrôlement et d'identification des électeurs au terme d'un appel d'offres lancé en juillet de l'année en cours.

Prince Mayiro/7/7.cd



Fonction publique**J-P Lihau suspend le SG aux Affaires sociales pour recrutement irrégulier de nouvelles unités**

la République ; qualitatifs et compétitifs. Ces actes sont pour moi des actes irresponsables qui constituent de manquement grave ! Le cas le plus flagrant et certainement celui du secrétaire général aux affaires sociales qui a procédé il y a quelques jours au recrutement d'une centaine de nouvelles unités. Ces actes et ces comportements ne me

laissent d'autres choix que celui de sanctionner », a annoncé Jean-Pierre Lihau.

Le ministre de la Fonction Publique a procédé à l'ouverture d'une série d'actions disciplinaires à l'endroit de tous les responsables concernés par ces actes.

De ce fait, une enquête sera ouverte dans les prochains jours et la commission de discipline va notamment siéger pour examiner et auditionner le secrétaire général suspendu ainsi que d'autres personnes concernées. Si ces derniers n'arrivent pas à apporter des arguments satisfaisants, ils se verront affliger la sanction la plus lourde prévue par la loi, à l'occurrence la révocation.

Dans la foulée, le patron de la Fonction publique a interdit aux responsables d'administrations des services publics de procéder à des recrutements au mépris des dispositions légales et en dehors des cadres organiques sans autorisation.

Roberto Tshahe/7sur7.cd

**Le vice-premier ministre en charge de la Fonction Publique Jean-Pierre Lihau, a annoncé le mardi 08 novembre 2022, la suspension du secrétaire général aux affaires sociales pour avoir procédé de manière irrégulière au recrutement d'une centaine de nouvelles unités.**

Selon J-P Lihau, ces actes sont irresponsables et constituent un manquement grave, au moment où le gouvernement travaille pour la maîtrise des effectifs et de la masse salariale des agents et fonctionnaires de l'État.

« Des éléments factuels en ma possession font état d'un mouvement des recrutements massifs au sein de nos administrations et services publics, à la suite de la première vague de mise à la retraite. Ces actes interviennent alors que le gouvernement est en train de se battre pour essayer de relever le défi de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale qui va avec de la rationalisation des recrutements ; de la retraite et d'un rajeunissement voulu par le président de

Révision du fichier électoral**La CENI mobilise 275 agents pour l'opération**

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) est prête à déployer 275 agents sur toute l'étendue du territoire national pour les opérations de révision du fichier électoral. « L'objectif principal qui caractérise toutes nos actions est la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Pour cela, point n'est besoin de vous rappeler que le temps n'est pas notre allié. Ainsi, nous ne devrions plus perdre le temps et bien assurer la suite des formations », a déclaré lundi à Kinshasa, le deuxième vice-président de la CENI, Didi Manara Linga, à la clôture de la formation de ces agents.

Ces experts de la centrale électorale ont suivi durant une semaine, une formation de formateurs des formateurs du niveau 1, axée sur la



révision du fichier électoral en prévision des élections prévues en 2023. « La centrale électorale a déjà balisé, avec toutes les parties prenantes au processus électoral, le chemin qui va conduire le pays aux élections futures que tous veulent libres, démocratiques et transparentes », a affirmant Didi Manara, soulignant que ces agents sont prêts à prendre en charge le niveau 2 de la formation qui va se dérouler dans les différents secrétariats exécutifs provinciaux (SEP) du pays.

COP-27**Sama Lukonde lie la paix en RDC à la protection des écosystèmes**

Dans son discours prononcé, mardi dernier, à Charm el-Cheikh en Égypte, à l'occasion de la 27<sup>ème</sup> Conférence des parties à la convention-cadre des Nations-Unies sur le climat (COP 27), le premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a attiré l'attention des dirigeants du monde sur l'insécurité que connaît la partie Est de la RD Congo menaçant les écosystèmes dont la planète a besoin pour faire face au réchauffement climatique.

Devant les chefs d'État et de gouvernement, le chef du gouvernement congolais qui a dénoncé l'agression rwandaise sous couvert du M23, a appelé la communauté internationale à soutenir « sans faille » les efforts de paix et de sécurité du Congo-Kinshasa pour la protection de ses écosystèmes.

« (...) À cela s'ajoutent des problèmes sécuritaires auxquels nous devons faire face notamment l'agression du M23 soutenu par le Rwanda, y compris dans le parc des Virunga. La présence des groupes armés dans ce patrimoine protégé de l'UNESCO complique davantage notre tâche de préservation de la nature. Le monde doit se lever pour soutenir nos efforts de paix et de sécurité et ainsi mieux protéger nos écosystèmes », a exhorté Sama Lukonde.



Selon lui, le besoin financier de la RD Congo pour la mise en œuvre de sa contribution au niveau national par rapport à la lutte contre le réchauffement climatique est, à ce jour, estimé à 48 milliards de dollars américains, dont 25 milliards pour l'atténuation et 23 milliards pour l'adaptation.

Quant au processus de l'appel d'offres des blocs pétroliers et gaziers, le représentant du chef de l'État a rassuré les partenaires de la RDC que le pays mettra tout en œuvre pour préserver sa biodiversité et respecter les normes environnementales et sociales.

Il sied de noter que les forêts du bassin du Congo couvrent une superficie de 268 millions d'hectares dont 155 millions d'hectares se trouvent en RD Congo, soit environ 62% de cette superficie, pour un stock de carbone sur pieds estimé à 24 gigatonnes au minimum. Cela fait du pays de Lumumba le deuxième poumon du monde, après le Brésil, en matière de lutte contre le changement climatique.

Fait chef d'état-major de la 1ère Zone de défense**Le général de brigade Jean Claude Bokolomba célèbre son élévation**

J'ai été soldat de Dieu dans la Zone de défense à Goma, a indiqué le général de brigade Jean Claude Bokolomba à l'occasion de la célébration de son élévation comme chef d'état-major de la première Zone de défense.

Au cours d'une messe d'action de grâce qui a eu lieu en l'église Notre Dame de Fatima à Kinshasa Gombe, le général de brigade Jean Claude Bokolomba a remercié Dieu pour l'avoir gardé durant cette mission pénible dans la première zone de défense en pleine forêt à quelques kilomètres de la ville de Goma. Il a précisé que c'est grâce à Dieu qu'il a pu tenir bon dans cette forêt où les militaires qui y sont depuis l'AFDL menaçaient de mort les militaires congolais qui y arrivaient.

Il a ensuite remercié le chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi pour la confiance placée en lui, en le nommant Chef d'état-major de la première Zone



de défense. Au paravent, le célébrant de la messe a au cours de son homélie invité l'assistance à remercier Dieu pour avoir protégé et élevé le Général au grade de Chef d'état-major de la première Zone de défense. Il a également recommandé à l'assistance l'humilité devant Dieu à l'instar de Salomon qui n'avait besoin que de la sagesse. La première Zone de défense comprend les provinces de Mai-Ndombe, Kwilu, Kinshasa, Kongo Central et Kinshasa rappelle-t-on. Cette célébration a connu la présence de plusieurs personnes, membres de famille, amis et connaissances, signale-t-on.

Basile Mangebe

## Finances

# Mise en œuvre du système de facturation normalisée sur la TVA

Le ministre des Finances Nicolas Kazadi, a ouvert lundi, à Kinshasa, l'atelier de réflexion sur la mise en œuvre de la réforme relative au système de facturation normalisée et sécurisée à la collecte et le contrôle automatisé de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et des dispositifs électroniques fiscaux connectés, en vue d'accroître la mobilisation des recettes de l'Etat.

« Il s'agit d'un système de facturation normalisée et sécurisée garantissant la collecte et le contrôle automatisé de la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) dont la mise en œuvre sera assurée par la direction générale des Impôts DGI », a affirmé Nicolas Kazadi.

Cette nouvelle réforme de la collecte de l'impôt sur base de la digitalisation, induit une authentification en temps réel de chaque transaction commerciale via un code numérique unique pour mettre un terme aux antivaleurs, poursuit le ministre des Finances.

La réforme du système de facturation électronique est de nature à soulager les contribuables qui n'auront plus de souci à se faire pour contrôler la comptabilité de



leurs entreprises.

En effet, les machines électroniques installées se chargent de donner la situation réelle des transactions effectuées au quotidien et donc permettent de maîtriser le flux des ventes effectuées par les employés en temps réel.

Après plusieurs années d'attente, a dit le ministre des Finances, la réforme introduisant la facture normalisée ainsi que les dispositifs électroniques fiscaux con-

nectés va, enfin, rentrer dans sa phase opérationnelle. Pour ce faire, il a recommandé de définir des mécanismes devant conduire vers un démarrage rapide et efficace de cette ambitieuse réforme. Elle contribuera sans doute à l'instauration d'un climat de confiance entre la Direction générale des Impôts et les opérateurs économiques, a-t-il souligné.

L'introduction de ce dispositif permettra à l'administration fiscale, d'une part,

d'authentifier, via un code numérique unique, chaque transaction commerciale réalisée par les opérateurs économiques qui collectent la TVA et, d'autre part, d'exploiter les données de ces transactions aux fins de contrôle des déclarations de TVA.

Supportée par le consommateur final, la TVA est un impôt important dans le dispositif de mobilisation de ressources de l'Etat, nécessaires au financement des besoins socio-économiques du pays. La mise en œuvre satisfaisante de cette réforme implique que les administrations concernées renforcent leurs capacités techniques et opérationnelles.

S'agissant de la pression fiscale, à ce jour en dessous de la moyenne sous régionale, le ministre a encouragé le Gouvernement à poursuivre les mêmes efforts afin d'atteindre rapidement le niveau des 20% en élargissant la base imposable et la digitalisation de la Taxe sur la valeur ajoutée.

ACP

## Expo béton/6ème édition

### Rendez-vous du 30 novembre au 3 décembre à Kinshasa

Expo Béton tiendra sa 6ème édition du 30 novembre au 3 décembre 2022 au Palais du Peuple à Kinshasa.

Le thème choisi cette année pour ce Salon de la Construction et



ce qui ce fait que le plan urbanistique se conforme à des logiques modernes d'aménagement urbain. », a affirmé, à son tour, l'honorable sénateur Didier Mumengi.

des Infrastructures de la RDC est : « 5 Grands piliers pour rebâtir Kinshasa à l'horizon 2036 : vus par les sénateurs ».

En effet, une ville mal pensée consacre et maintient le sous-développement. Ainsi, les sénateurs, élus de la ville-province de Kinshasa, ont fait un grand pas pour le changement à la fois de paradigme et des politiques publiques à travers leur rapport de vacances parlementaires du 15 Décembre 2020 au 15 mars 2021. Ce rapport intitulé « 10 Projets pour rebâtir Kinshasa » est regroupé autour de cinq (5) grands piliers à savoir : l'Administration, l'Education & le Tourisme, le Transport, les Plans d'Aménagement Urbain & des Infrastructures, le Transport, les Plans d'Aménagement Urbain & des Infrastructures, et le Financement.

« EXPO BETON, le Salon du développement des villes, va ouvrir ses portes à la fin de ce mois. Et nous avons saisi l'occasion qui se présentait où les sénateurs ont fait un grand travail pendant les vacances parlementaires sur la problématique de Kinshasa. », a déclaré Jean Bamanisa Saidi, Président d'EXPO BETON, à l'issue de la réunion du Comité préparatoire.

« Nous les sénateurs, nous avons lancé le projet Master-plans 2010 pour que dès aujourd'hui, dès maintenant, tous les acteurs, tous les professionnels, tous les décideurs, se rencontrent de manière concertée, pour que nous fassions le point sur ce que moi j'appelle le grand stop collectif et réfléchir sur d'où nous venons, où nous allons et pourquoi la ville de Kinshasa doit absolument être dotée des Master-plans pour que tout

Quant à Madame Ange Ziaka, sénatrice et conceptrice du Master-plan, elle s'est exprimée en ces termes : « Le Master-plan est un plan clairement défini avec des objectifs spécifiques pouvant amener à la transformation d'une ville ».

D'après la génitrice du Master-plan pour la reconstruction de l'ex Léopoldville, « Kinshasa est une ville à refaire, un esprit urbain à reconstruire ».

Jean Bamanisa Saidi invite les exposants à venir nombreux et continuer à apporter des solutions nouvelles.

« Dans des ateliers, panels et pendant 3 jours, du 30 novembre au 3 décembre 2022, au Palais du peuple, nous invitons tous les exposants qui nous ont toujours accompagnés d'être là (encore) avec des solutions nouvelles sur les travaux de construction qu'ils offrent », a ajouté Bamanisa Saidi.

Plusieurs thématiques seront abordées au cours de cette 6ème édition à savoir l'environnement, la santé, l'éducation, etc.

La particularité de cette édition est que le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) s'approprie ces questions afin qu'elles deviennent imposables et contraignantes envers les décideurs. C'est aussi un moyen pour les citoyens congolais de savoir que la finalité de tout vise à redorer l'image ternie de la capitale congolaise.

« La ville de Kinshasa doit redevenir agréable, habitable et saine où il fait bon vivre », a insisté l'initiateur d'EXPO BETON, Jean Bamanisa.

Nadine Fula/zoom.eco

## Parc national de Kahuzi-Biega sous bonne cure : 3 millions USD pour la réhabilitation

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et le Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies ont signé, lundi à Kinshasa, un accord de l'ordre de 3 millions USD visant la réhabilitation du parc national de Kahuzi-Biega au Sud-Kivu, à l'occasion de son 52ème anniversaire d'existence.

« Le gouvernement de la RDC vise à réhabiliter le parc dans un délai de 36 mois, afin de créer un environnement propice à une paix durable dans le parc national de Kahuzi-Biega », a déclaré le ministre d'Etat et ministre du plan Christian Mwando lors de cette signature.

Depuis plusieurs années, a relevé le ministre d'Etat, ce parc est en dégradation continue à la suite d'une série d'activités anthropiques, notamment la déforestation, le braconnage, les feux de brousse, la récolte non durable des plantes médicinales, les surpâturages et les impacts du changement climatique.

Selon lui, cette situation justifie la mise en exécution de ce projet par le gouvernement de la RDC en partenariat avec les Nations Unies. Il a précisé que 600.000 riverains des communautés locales sont ciblés par ledit projet, particulièrement les femmes victimes de violences sexuelles et les jeunes issus de groupes armés.

De son côté, le coordonnateur humanitaire de l'ONU en RDC, Bruno Lemarquis, a signifié que le parc national de Kahuzi-Biega fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO. « C'est un parc marqué par la richesse, la diversité et l'abondance de sa faune et de sa flore », a-t-il affirmé.

Vaste étendue de forêt tropicale primaire d'une superficie de 6.000 km<sup>2</sup>,



le Parc national de Kahuzi-Biega est dominé par deux volcans éteints, le Kahuzi et le Biega. Situé entre 2.100 et 2.400 m d'altitude, on y trouve

l'une des dernières populations de gorilles des plaines de l'Est (graueri), sous-espèce endémique de RDC et classée dans la catégorie *en danger* sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Cette espèce compte actuellement environ 250 individus seulement.

Le parc, situé à cheval sur le Rift Albertin et le Bassin du Congo, est aussi un habitat exceptionnel pour la protection de la forêt tropicale humide.

Il abrite une flore et une faune d'une riche diversité qui en font un des sites les plus importants de la vallée du Rift Albertin, elle-même une des régions écologiquement les plus riches d'Afrique et au niveau mondial.

On y trouve plus d'espèces de mammifères que dans tout autre site du Rift Albertin.

Par ailleurs, renseigne-t-on, Kahuzi-Biega est le deuxième site le plus important de la région aussi bien pour les espèces endémiques qu'en termes de richesse spécifique.

Le parc compte 136 espèces de mammifères, parmi lesquelles le gorille de plaine de l'Est qui est la vedette, et 13 autres primates comprenant des espèces menacées comme le chimpanzé, le colobe bai, et les cercopithèques de l'Hoest et d'Hamlyn. D'autres espèces extrêmement rares des forêts de l'est de la RDC y sont aussi présentes, telles que la genette géante (*Genetta victoriae*) et la genette aquatique (*Genetta piscivora*).

ACP

Tanganyika

## Inauguration de l'hôpital du Cinquantenaire à Manono

Le ministre provincial de la santé du Tanganyika a inauguré lundi 7 novembre l'hôpital général de référence du Cinquantenaire dans la cité de Manono (Tanganyika).



Cet hôpital moderne construit depuis 2010 a été rénové sur financement du gouvernement central. Il a une capacité d'accueil de 250 lits, 8 pavillons, une morgue, un incinérateur.

Presque tous les services y sont organisés, dont la pédiatrie, médecine interne, maternité, une salle d'opération....

Il est équipé d'un matériel dernière génération en imagerie, ophtalmologie. D'après des sources à Kongolo, les équipements dont le gouvernement central a doté à cet hôpital n'ont pas été réceptionnés dans la totalité.

Sur 70 tonnes d'équipements médicaux, qui devraient être envoyés à cette

institution hospitalière, seules 35 tonnes ont été réceptionnées l'autre partie serait détournée, indiquent ces sources.

Les 35 tonnes d'équipements depuis 2017, ont été entreposés et certains sont abimés à cause de la longue durée d'entreposage.

D'après le médecin directeur, Wiltord Tshomba, ce centre hospitalier était construit comme un hôpital de troisième échelon, c'est-à-dire il devrait abriter toutes les spécialités. Cependant, il n'y a pas des médecins spécialistes pour l'instant.

Dr Wiltord Tshomba ne donne aucune précision à propos des prix des soins médicaux. "Ils seront abordables pour la population", se limite-t-il à dire.

L'hôpital du Cinquantenaire/Manono a débuté mardi avec une campagne d'intervention chirurgicale gratuite au bénéfice de la population

Sud-Kivu

## Les enseignants des écoles primaires publiques décrètent une grève de 3 jours

Les enseignants de certaines écoles primaires publiques de la province du Sud-Kivu ont débuté mardi 8 novembre une grève de trois jours.



Ils réclament les arriérés de la prime de gratuité de trois mois.

En réponse, le directeur du Service de contrôle et de paie des enseignants (SECOPE/Sud-Kivu), Papy Bukoko, rassure aux enseignants qu'une solution est en cours pour répondre à leurs attentes :

"Après avoir contacté notre hiérarchie, il y a déjà une lueur d'espoir, car une solution venait d'être trouvée au niveau de la banque

centrale sur les arriérés sur la prime de gratuité des trois mois. Donc, nous demandons à tous les enseignants de prendre leur mal en patience. Ils verront une solution immédiate à leurs revendications et tous seront payés avec effet rétroactif".

Conformément aux instructions en vigueur, a-t-il indiqué, "il est strictement interdit aux écoles de renvoyer les élèves pour raison de non-paiement. Et nous informons aux chefs d'établissements qu'il nous a été instruit d'aller sur terrain, palper les réalités et les contrevenants ne vont pas échapper à la rigueur de la loi".

Sud-Kivu

## Plusieurs camions bloqués sur la route Bukavu-Goma

Plusieurs tronçons de la route Bukavu-Goma sont très délabrés dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Des camions des marchandises, des véhicules des humanitaires y sont bloqués depuis quelques jours, ont indiqué mardi 8 novembre certains témoins.



La route nationale RN 2 Bukavu-Goma est sérieusement abimée au niveau de Nyamishonga située au PK 103 de Bukavu; non loin d'un autre endroit appelé «Chez les Français». A cet endroit, la chaussée s'est complètement affaissée et perturbe la circulation.

A cet effet, le président de la société civile de ce territoire, Delphin Birimbi, plaide auprès du gouvernement congolais et d'autres partenaires pour une intervention dans l'urgence :

"C'est depuis Kasheke jusqu'à Minova, où la route est fortement impraticable. Sur l'axe Nyabibwe, précisément à Nyamishonga à côté de Chez les Français, là on peut enregistrer en ce moment plus de vingt véhicules bloqués là-bas. Prenons Bigeni, Makengere, Loango, Chibimbi et Nyamasasa jusqu'à Hundu et Makelele, là ce n'est plus une route».

Selon lui, il y a eu même un accident la fois passée ou un camion s'est écroulé sur une maison. Donc, «ça présente un danger que ça soit sur le plan économique, sur le plan sécuritaire et même sur le plan de circulation des personnes, c'est un problème sérieux sur tous les plans en général".

L'Office des routes/Sud-Kivu rassure que les matériaux sont disponibles pour intervenir à tout moment. Le financement est aussi prêt.

Nord-Kivu

## Beni : 5 civils tués par des ADF près de la rivière Semuliki

5 civils ont été tués par des terroristes ADF à Supa-Kalau, une localité située au groupement Buliki, secteur de Ruwenzori dans le territoire de Beni, le week-end dernier.



Les assaillants ont exécuté les civils à Makako près de Mbilali, indique le chef de la localité précitée, dans un entretien téléphonique avec 7SUR7.CD ce mardi 08 novembre 2022. Il parle d'un bilan provisoire.

«Les victimes tuées ont été surprises dans leur champ en pleine activité champêtre. A part les morts, on a déploré un blessé qui a été conduit à l'hôpital général de référence de Beni pour les soins appropriés, mais aussi quelques portés disparus. Les corps des victimes sont encore sur le lieu du drame. La situation est confuse dans la zone», rapporte Florry Kivautu.

A l'en croire, cette situation a perturbé

les activités champêtres à Kalau.

«Après cette tuerie, les activités champêtres tournent au ralenti notamment à Kalau et environs. Les agriculteurs ont peur d'aller dans leur champ. L'en-

nemi circule par-ci par-là, après le bombardement de quelques positions des rebelles la semaine dernière par la coalition FARDC-UPDF à Mwalika», précise cette autorité locale.

La nouvelle société civile congolaise secteur de Ruwenzori appelle la population à la vigilance, vu le mouvement de l'ennemi.

Son coordonnateur Meleki Mulala invite cependant les habitants à dénoncer tout cas suspect auprès des autorités compétentes.

Bantou Kapanza Son(7/7.cd), à Beni

Kinshasa

## La prison centrale de Makala dotée d'une bibliothèque pour enfants

Incarcérés à la prison centrale de Makala située à Kinshasa, les enfants en conflit avec la loi peuvent dorénavant se former et se divertir par la lecture dans une bibliothèque qui y est installée.



C'est le vice-ministre de la Justice, Amato Bayubasire Mirindi qui a inauguré le lundi 7 novembre 2022 cette bibliothèque carcérale pour enfants. Celle-ci est l'œuvre de l'Association des jeunes écrivains du Congo (AJECO).

Dans son speech, le vice-ministre de la Justice a souligné que ce geste contribue à l'amélioration des conditions carcérales.

« La ministre d'État, ministre de la Justice et garde des sceaux et moi sommes engagés sur ce plan pour améliorer les conditions carcérales. Nous sommes contents que d'autres citoyens du monde nous emboîtent

le pas et nous encourageant dans cette initiative », a déclaré A. Bayubasire.

Il a encouragé d'autres partenaires qui ont des projets à ne pas hésiter d'approcher le ministère.

« Nous recevrons tous ceux qui viennent encourager toutes les initiatives qui nous permettent d'améliorer les conditions de nos frères et sœurs qui sont dans les prisons », a-t-il indiqué.

La présidente de l'AJECO, Celena Ngoy, a lancé un appel à dons des livres, fournitures scolaires et instruments de musique.

Cette cérémonie a connu la participation notamment du ministre de la Jeunesse, Yves Bunkulu Zola, de l'ambassadeur de la République du Congo en RDC et la déléguée du centre Wallonie Bruxelles, Kathryn Brahy.

Merveil Molo/7/7.cd

Kasaï Oriental

## Mbuji-Mayi : 5 bus TRANSCO déployés dans la ville

Cinq bus de la société des transports du Congo (TRANSCO) sont arrivés lundi 7 novembre à Mbuji-Mayi, pour la première fois, afin d'assurer le transport public des personnes dans la ville diamantifère. Ils sont arrivés à Mbuji-Mayi, après trois semaines de voyage à partir de la ville-province de Kinshasa.



Les habitants amassés le long des artères ont exprimé leur joie au passage de ce premier convoi de bus sur plusieurs artères de la ville :

"Nous sommes très contents de l'arrivée de nos bus TRANSCO à Mbuji-Mayi, nous les avons accueillis à bras ouvert avec beaucoup de joie... Le transport sera facile, parce qu'ici à Mbuji-Mayi, il y avait que de motos par-ci par-là. Nous sommes très contents. Ça va faciliter le transport interurbain, quand

bien même nos routes sont en plein réfection".

Depuis plus d'un mois, les artères de Mbuji-Mayi sont en train d'être rénovées pour former un réseau urbain grâce aux projets Tshilejelu, SAFRIMEX et JMC, qui prévoient la réhabilitation et la modernisation de 74 kilomètres des routes.

Les autorités et plus précisément le directeur général de TRANSCO s'est adressé à une foule nombreuse pour exprimer sa gratitude au président de la République pour ce geste.

Cependant, des sources proches du gouvernement provincial indiquent que les lignes à desservir, les frais de transport, ainsi que le début des opérations de transports des personnes ne sont pas encore définis par les autorités provinciales.

## Pour poursuivre Daniel Safu Le PG près la Cour de Cassation saisit le bureau de l'Assemblée nationale



de la chambre basse du Parlement va autoriser cette instruction en vertu de l'article 102 du règlement intérieur.

Le président de l'Assemblée nationale Christophe Mboso N'kodia, a informé les députés nationaux au cours de la séance plénière organisée le mardi 08 novembre 2022, de la demande d'autorisation du procureur général près la Cour de cassation pour poursuivre le député national Daniel Safu.

Cette demande d'autorisation fait suite à la plainte déposée par le ministre des Affaires foncières Molendo Sakombi contre l'élu de la district de Mont-Amba pour diffamation et imputations dommageables.

Selon C. Mboso, le bureau

« Le bureau a reçu le réquisitoire du Procureur Général près la Cour de Cassation pour obtenir l'autorisation d'instruction contre le député Daniel Nsafu. Le bureau va autoriser cette instruction en vertu de l'article 102, alinéa 2 », a annoncé Christophe Mboso.

Plusieurs élus du peuple se sont opposés à cette démarche visant l'instruction contre leur collègue. Mais le bureau conduit par Christophe Mboso N'kodia dit s'en tenir au respect du règlement intérieur et promet de répondre favorable à la réquisition du procureur général près la Cour de Cassation

RTNC

## La journaliste Sonia Rolley expulsée par des autorités

Cette expulsion intervient alors que Sonia Rolley sollicitait une accréditation pour ses activités professionnelles au pays. L'accréditation lui a été refusée, en plus de la décision de son expulsion.



Ancienne de RFI, Sonia Rolley travaille maintenant pour le compte de l'agence Reuters. Son expulsion a été condamnée par la Monusco.

La République démocratique du Congo traverse une période tumultueuse en ce qui concerne la liberté de la presse.

Le 2 novembre, journée mondiale dédiée à la lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes, JED a publié un rapport annuel d'observation et

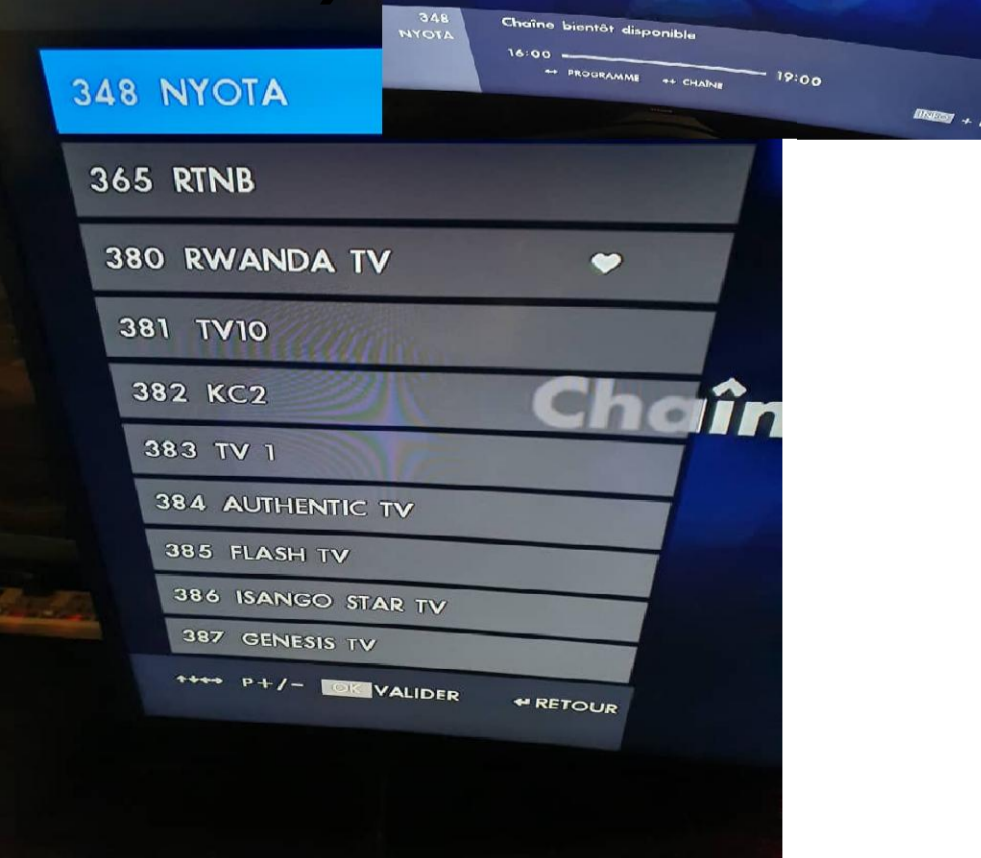
d'analyse sur l'état des médias et de la liberté de la presse en RDC, recensant au moins 124 cas d'atteintes à la liberté de presse dont un journaliste tué, 44 menacés, 37 arrêtés, 18 agressés, 2 enlevés et 17 médias ou émissions interdites cette année.

Depuis le 24 octobre, le journaliste indépendant et ancien consultant de New York Times, Steve Wembi est porté disparu après avoir été ciblé par des supposés agents des renseignements dans un hôtel à Kinshasa.

Socrate Nsimba/  
Infos.cd

## Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !)



## Maniema

### Un édit portant protection des défenseurs des droits de l'homme

Les députés provinciaux du Maniema ont, au cours de la séance plénière



protectors des droits des autres, a-t-il dit.

De son côté, le député

de ce lundi 07 novembre 2022, procédé à l'adoption de la proposition d'Édit provincial portant protection des défenseurs des Droits de l'homme initié par le député Thierry Badisungu Kamwanga.

Pour le président de la commission PAJ, ces données pour lesquelles son bureau a travaillé, vont aider les défenseurs des droits de l'homme dans la province du Maniema à bénéficier d'une couverture judiciaire afin de les protéger dans les activités qu'ils mènent à travers leur mé-

provincial Thierry Badisungu Kamwanga, initiateur dudit Édit, pense qu'«avec les guerres et les conflits armés presque partout, il fallait que nous puissions doter cette catégorie de la population de cet instrument juridique pouvant au moins les protéger dans l'exercice de leur travail».

Signalons que le bureau de l'Assemblée provinciale a six jours pour envoyer cet Édit à l'exécutif provincial pour sa promulgation.

Adjany Bingila/MCP

# RDC : L'aéroport de Goma future cible du M23 ?

« Deux avions de chasse viennent de bombarder Tchanzu et Runyoni », dans des collines proches de la frontière ougandaise, explique un habitant de Bunagana, ville occupée depuis plus de quatre mois par les rebelles du M23, avant d'ajouter : « Ici, la population a peur, elle fuit vers l'Ouganda, c'est le sauve-qui-peut. » « Depuis ce matin, nos avions ont commencé à bombarder la colline de Tchanzu et ses environs. Cela va durer toute la journée », confirme sous couvert d'anonymat une source sécuritaire, précisant que lundi, quand un Sukhoï congolais a, notamment, atterri par erreur au Rwanda, « c'était des vols de reconnaissance » et l'identification des cibles.

RDC : L'un des deux Sukhoï-25 a atterri au Rwanda

Selon cette source, des combats au sol ont par ailleurs été engagés vers Rugari, à environ 30 km au nord de Goma, où les hommes du M23 ont enregistré quelques succès ces derniers jours.

## Cap sur Goma ?

D'autres témoignages en provenance de Goma font état du survol des deux avions Sukhoï-25 et de deux hélicoptères de l'armée congolaise. « La tension est très forte. On a peur. On ne sait à quoi



s'attendre », explique Esther, une commerçante de Goma qui s'inquiète de l'évolution de la situation dans les prochains jours. « On ne sait pas si les rebelles continuent à avancer vers la ville. Les témoignages sont contradictoires. L'aéroport peut évidemment devenir une de leurs prochaines cibles pour éviter les bombardements. »

Le major Willy Ngoma, porte-parole militaire du M23 contacté ce mardi soir, n'exclut pas cette possibilité. « Les frappes aériennes sur nos positions ont commencé ce mardi à 9h58 à Tchanzu. Il y a des victimes civiles, du bétail a aussi péri. C'est une attaque délibérée des autorités congolaises pour contraindre une nouvelle fois la population, qui revenait massivement dans les zones que nous contrôlons, à fuir. Kinshasa veut créer un mouvement de terreur. Dans ce contexte, nous devons penser à nous protéger et à protéger la population civile. Nous

devons donc aller là où sont ces armes pour les empêcher de poursuivre leurs attaques. C'est de la légitime défense. » S'il ne prononce pas les mots, il paraît évident que l'aéroport de Goma est désormais la cible privilégiée des rebelles du M23.

## Négociations au point mort

Dans ce contexte d'affrontements, les appels au retour à la table des négociations des rebelles, qui ont repris leur offensive depuis le 20 octobre, après plusieurs semaines d'accalmie, paraissent compromis. Pourtant, la semaine dernière, dans un même élan, les Nations unies, l'Union africaine et les chefs d'État des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est avaient appelé à une reprise du dialogue lancé à Nairobi avec tous les groupes rebelles de l'est de la RDC, y compris le M23, écarté par Kinshasa.

Un retour à la table des négociations que n'exclut officiellement pas le M23. « Nous sommes toujours pour le dialogue », poursuit le major Ngoma. Un dialogue difficile, voire impossible, pour Kinshasa, qui considère la rébellion du M23 comme un mouvement « terroriste ».

L'appel à la mobilisation populaire lancé la semaine dernière par le président Tshisekedi face à ce mouvement finit d'enterrer cette possibilité d'une prochaine négociation. « La population est chauffée à blanc contre le M23 et, même si ce n'est pas dit, même s'il y a des appels à ne pas assimiler tous les Tutsis à ces rebelles, on sent que la tension monte tous les jours dans la population. Le pouvoir souffle sur les braises. C'est très difficile, voire impossible, aujourd'hui de tenir un discours objectif et un peu dépassionné », explique un membre de l'opposition politique qui a demandé à conserver l'anonymat.

« Avec son positionnement de chef de guerre, le président Tshisekedi a coincé toute la classe politique », enchaîne un député de la majorité. « C'est machiavélique, mais il engrange des points. Plus personne ne parle des élections de 2023. Le souci, c'est qu'il faudra malgré tout sortir de cette guerre et que notre armée ne paraît pas être en mesure de la gagner si elle n'est pas mieux équipée. La mobilisation des jeunes, c'est du populisme. Si on n'a pas les moyens de donner des armes efficaces aux troupes actuelles, comment voulez-vous armer ces nouvelles recrues ? »

Lalibre.be

# Vers une grève sèche dans les régies financières



Les agents des régies financières en colère. Ils menacent de déclencher une grève illimitée @Photo Droits tiers

**Le ton est monté mardi. Les syndicalistes des régies financières refusent de se plier chaque fois «aux caprices» du ministre des Finances, Nicolas Kazadi qu'ils accusent de fouler**

**aux pieds leurs droits.**

Un ultimatum de 48h00 est donné au gouvernement. Faute de quoi, les principaux syndicats des régies financières projettent une grève illimitée qui risque

d'handicaper le pays au moment où le gouvernement attend une grande mobilisation de recettes dans le cadre du budget 2023. Les syndicalistes reprochent à l'argentier national le manque de considération mais surtout le non respect de ses engagements.

Au moment où les agents de régies financières s'époumonent à atteindre les assignations, le gouvernement bloque leurs primes pourtant convenues de commun accord entre les deux parties. Depuis deux mois, les agents des régies n'ont pas touché leurs primes de rétrocession. **«Trop, c'est trop, si rien n'est fait**

**dans 48h00, les points focaux syndicaux de toutes les régies financières vont se réunir pour lever l'option de la grève»**, a lâché un syndicaliste qui se plaint de l'attitude de Nicolas Kazadi.

Les agents des régies financières ne comprennent pas pourquoi chaque mois, il faut des tiraillements pour obtenir la prime de rétrocession. Cette fois-ci, il atteindra le record des recettes pour lequel il se vante, avec la grève, a prévenu un syndicaliste outré.

Nicolas Kazadi est prévenu. Si les choses ne bougent dans le sens de payer la rétrocession aux agents, le Trésor va sécher. Il est urgent d'agir pour éviter au pays cette paralysie.



## Tanzanie

# L'épave de l'avion accidenté extraite du lac Victoria

Les autorités tanzaniennes ont annoncé mardi que l'épave d'un avion qui s'était abîmé dimanche dans le lac Victoria, a été extraite de l'eau, après l'une des catastrophes aériennes les plus meurtrières de l'histoire du pays.

Dix-neuf personnes sont mortes lorsque l'avion de Precision Air a plongé dans les eaux du plus grand lac d'Afrique, à une centaine de mètres de l'aéroport de Bukoba, dans le nord-ouest du pays, déclenchant des opérations de sauvetage intensives de secouristes, pêcheurs et habitants pour tenter de récupérer des survivants.

Le vol PW494 de la compagnie Precision Air, en provenance de la capitale économique Dar es Salaam, s'est écrasé avec 43 personnes à son bord. L'accident est dû au mauvais temps, selon la police.

« Nous avons complètement sorti l'avion de l'eau et maintenant l'enquête professionnelle sur la cause de l'accident est en cours », a déclaré l'Autorité aéroportuaire de Tanzanie (TAA) dans un communiqué.

« L'aéroport de Bukoba sera rou-



vert prochainement pour permettre aux opérations aériennes de se poursuivre comme d'habitude », a-t-elle ajouté. Des images vidéo diffusées par des médias locaux montrent l'épave tordue de l'avion tirée par une grue, son nez tombant vers le sol, avant d'être déposé sur l'herbe.

Precision Air, la plus grande compagnie aérienne privée de Tanzanie, a indiqué que l'appareil accidenté était un ATR 42-500, fabriqué par la société franco-italienne ATR, et avait à son bord 43 personnes - 39 passagers,

dont un bébé, et quatre membres d'équipage. Vingt-quatre personnes ont survécu à l'accident.

Un ressortissant kényan et un Britannique figurent parmi les victimes, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Gerson Msigwa, devant des journalistes à Bukoba. « Nous sommes en communication avec les ambassades respectives pour acheminer les corps », a-t-il déclaré.

M. Msigwa a ajouté que des enquêteurs d'ATR sont attendus mardi en Tanzanie pour y rejoindre leurs homo-

logues de Precision Air et de la TAA, déjà sur place. Le Premier ministre tanzanien Kassim Majaliwa et plusieurs ministres ont assisté lundi avec des centaines de personnes au stade Kaitaba de Bukoba à une cérémonie de prières menée par des religieux musulmans et chrétiens, avant la remise des corps des victimes à leurs familles.

Propriété de la compagnie nationale kényane Kenya Airways, Precision Air a été fondée en 1993 et exploite des vols intérieurs et régionaux ainsi que des charters privés vers des destinations touristiques comme le parc national du Serengeti et l'archipel de Zanzibar.

Cet accident survient cinq ans après la mort de 11 personnes dans le crash d'un avion appartenant à une société de safari dans le nord de la Tanzanie. En 1999, une douzaine de personnes, dont dix touristes américains, avaient été tuées dans un accident d'avion dans le nord de la Tanzanie alors qu'elles effectuaient un vol entre le parc national du Serengeti et l'aéroport du Kilimandjaro.

## Mali

## Le général Gamou appelle les jeunes Touaregs à rallier Gao pour combattre l'EIGS



El Hadj Ag Gamou, général de l'armée malienne et figure importante du Groupe d'autodéfense touareg de la tribu des Imghad et alliés (Gatia) appelle les jeunes touaregs du Mali et de l'extérieur se rendre rapidement à Gao pour protéger la ville contre les jihadistes du groupe État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

Dans une déclaration en tamasheq, langue des Touaregs, circulant abondamment sur les réseaux sociaux, le général El Hadj Ag Gamou invite les jeunes de sa communauté vivant à l'intérieur et à l'extérieur du Mali sachant manipuler les armes à un regroupement pour défendre leurs terres.

« Un monstre qui est en train de naître dans cette ré-

gion-là »

« C'est un message qui est partagé par l'ensemble des acteurs importants du Nord, qu'ils soient issus du mouvement ou même d'autres leaders traditionnels et politiques, parce qu'il y a un monstre qui est en train de

naître dans cette région-là qui risque sur son passage d'emporter beaucoup de choses », explique Moussa Acharatoumane, le leader du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), un allié du général Gamou sur le terrain.

Pour lui, pour l'auteur de l'appel et pour d'autres, le monstre, est le groupe jihadiste de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Cette organisation qui a fait allégeance à État islamique veut contrôler le nord du Mali et créer un califat, ajoutent plusieurs sources. Toutefois, le général malien ne dit pas pour le moment quel sera son positionnement sur le terrain par rapport aux Jihadistes du Groupe de Soutien à l'islam et aux musulmans, eux aussi adversaire déclarés de l'État islamique.

## Sahara Occidental

## Nouvelles plaintes pour tortures contre le Maroc

Il y a douze ans, le campement de Gdeim Izik, établi un mois plus tôt près de Laayoune, par des manifestants indépendantistes sahraouis, était démantelé par les autorités marocaines. Des centaines de personnes ont été interpellées. Vingt-cinq militants sahraouis ont été condamnés en 2013, dont 19 sont encore en prison. Ce mois-ci, une coalition d'organisations et d'avocats dépose six nouvelles plaintes pour tortures contre le Maroc auprès du comité contre la torture des Nations unies, au nom de six de ces prisonniers.

Ces six prisonniers sont Mohamed el

ner de plus terrible, des coups, des menaces. On a reçu certains témoignages faisant état de prisonniers qui étaient mis nus à leur arrivée au commissariat et qui étaient suspendus pendant des heures, qui étaient battus.

Donc énormément d'actes de torture physique, mais aussi de la torture psychologique, avec de la mise à l'isolement : il y par exemple un des détenus dont on parle qui est à l'isolement depuis cinq ans, ce qui est énorme. Ils ont tous été transférés loin de leur famille, on leur refuse systématiquement l'accès au soin, donc ce sont des tortures au long cours, aussi bien physiques que psychologiques, qui se poursuivent aussi aujourd'hui, en tout cas les violences psychologiques n'ont pas cessé à ce jour. »

Le comité de l'ONU a déjà épinglé le Maroc à plusieurs reprises sur ce dossier. Quatre personnes,



Bachir Boutanguiza, Abdellahi Lkhfaoui, Sidi Ahmed Lemjiyed, Ahmed Sbai, Abdullahi Toubali et Houssein Zaoui. La coalition demande une enquête sur les sévices subis au cours de l'interpellation et de la détention de ces détenus.

Justine Lavarde, du bureau pour la protection des défenseurs des droits humains de la FIDH, fait partie de cette coalition. Elle est au micro de Magali Lagrange de la rédaction Afrique. « On dépose des plaintes pour des faits de torture qui ont eu lieu depuis les arrestations, donc depuis douze ans maintenant, qui sont donc des faits de torture physique, tout ce qu'on peut imagi-

dont certaines détenues depuis 2010, ont saisi en juin 2022 le comité des Nations unies contre la torture, à Genève. Parmi eux, un des condamnés du camp de Gdeim Izik.

Les 24 Sahraouis inculpés du meurtre de membres des forces de l'ordre lors du démantèlement du camp de Gdeim Izik en novembre 2010 ont été condamnés en février 2013 à des peines allant jusqu'à la perpétuité. Un procès politique, ont dénoncé des organisations de défense des droits de l'homme.

## Le Groupe Wenge 4X4 large bientôt un EP de quatre titres



Dans une vidéo relayée sur les réseaux sociaux par le Maréchal Mukulu, les fans ont pu remarquer Alain Prince dans sa casquette d'arrangeur artistique, en train de faire une prise de son. Il s'agit là encore de la conception des maquettes de 4

Après plusieurs mois de trêve où chaque star du groupe Wenge Musica 4x4, poursuivait son travail en solo, les coéquipiers de JB Mpiana ont débuté les travaux d'enregistrement d'un Extended Play (EP) (Ndlr : un mini album, qui permet d'enregistrer en moyenne 12 minutes de musique) ou maxi-single, qui sortira au mois de décembre prochain. En effet, selon des sources concordantes, quelques leaders de ce mythique groupe musical de la RDC, séjournent présentement dans la ville de Miami aux États-Unis. Seulement Werrason et Alain Makaba sont à Kinshasa. D'ailleurs mercredi 2 novembre dernier, les deux « anges adorables » se sont retrouvés en studio, pour le début des travaux.

chansons qui composeront leur EP. Des sources recoupées certifient que les clauses du contrat avec le mécène guinéen Amadu Diaby prévoient à la fin du projet, le tournage d'un documentaire qui retracera l'histoire du grand Wenge 4x4.

Ces légendes de la chanson congolaise sont également attendues au Cap-Vert, pour l'étape finale de l'enregistrement et le mastering de leur opus. Après leur concert historique du 30 juin 2022, au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa, les anges adorables se réunissent de nouveau pour entamer comme prévu, la deuxième phase du projet « *Wenge Na Bisô* », cette fois-ci pour offrir aux mélomanes un EP de quatre chansons.

Raphaël Mansangu/  
ouragan.cd

## Fally Ipupa dévoile un extrait de son concert au stade des Martyrs



L'artiste-musicien, Fally Ipupa Nsimba, a dévoilé dimanche 6 novembre sur ses pages sociales, une séquence inédite de son « show live » livré le 29 octobre 2022 dernier au stade des Martyrs de la Pentecôte de Kinshasa. Dans ladite vidéo officielle de 4 (quatre) minutes partagée sur la toile, « *Dicap la merveille* » a dévoilé les moments forts de ce spectacle, notamment les séquences des coulisses, les chorégraphies ainsi que les interprétations de ses invités d'honneur», affichant ainsi une performance historique, devant un public estimé à plus de 120.000 (cent vingt mille)

personnes.

Ces images ont été rendues publiques après son dernier concert, samedi dernier à Brazzaville en République du Congo, en marge du 77<sup>ème</sup> anniversaire des Nations-Unies.

A noter que le concert au stade des Martyrs avait tourné au drame avec un bilan de 11 (onze) personnes qui ont perdu la vie. Dans un communiqué officiel publié samedi 5 novembre, la ministre de la Culture, Catherine Kathungu Furaha, a exigé que soient diligentée une enquête approfondie, afin de clarifier et d'établir la responsabilité.

ACP

## Le 26 novembre à Kinshasa Florette Akwa Mbalu en concert " Né pour t'adorer et te louer " !

La chanteuse chrétienne Florette Akwa Mbalu a annoncée mardi au cours d'un entretien avec l'ACP, la tenue de son concert de célébration le 26 novembre prochain dans la salle Ogora à Limete, sous le thème « Né pour T'adorer et te louer ».



« cet événement est une occasion pour moi, de célébrer l'anniversaire de mon groupe Neptal Music, enfin de matérialiser ma vision d'évangélisation des milliers de chrétiens par mes chansons » a-t-elle. Déclaré.

Notons, que plusieurs invités sont annoncés au cours cet événement notamment le chanteur Pamphile Kanasao, Eddy Mbalu, les Kunda sisters, Obed Mambu, Joël Kongolo, Hervé Dobo, Le Zu, Goshen Musika et bien d'autres.

Pour rappel, Florette Akwa Mbalu est une chanteuse issue d'une famille de musiciens, elle a commencé avec le chant dès le bas âge, elle s'engage ensuite en 2008 à la chorale Écodim CBFC/Kumbi où elle est l'une de chantré jusqu'à présent.

### Romans

## Laurette la Perle décrit un amour improbable dans la chanson " Âme sœur "

La chanteuse, Laurette Ngoma, mieux connue sous le nom de scène « Laurette la perle », vante la force des sentiments profond entre deux personnes, appelle, dans son nouveau single intitulé : « *Âme sœur* », dont elle a dévoilé le clip vendredi dernier sur les plateformes de streaming, à tous quitté pour entamer une relation improbable.



« Mon âme sœur, *bolingo na biso engenga ngenga*, Ya molili te, eza ya Mangengenge, ata eboti ba jalousie, zéro, zéro, on s'en fou... (Que notre amour brille je te jure fidélité », fredonne-t-elle.

Cette chanson romantique de 4 (quatre) minutes, raconte l'histoire d'une religieuse qui abandonne sa vocation et tombe sous le charme d'un homme, avec lequel elle s'engage pour la vie. La version audio

a été dévoilée Il y a quelques semaines sur les plateformes en streaming.

Pour rappel, Laurette Ngoma lance ce 11<sup>ème</sup> single, près de 10 (dix) mois après son dernier titre intitulé ; « *Bad Girl* », tube qui a déjà retenu l'attention de plusieurs milliers de mélomanes. L'auteur de l'album « *Love story* » est également à la tête du Label « *Loyal music* » depuis 2018.

### Tournée scolaire

## Clôture avec le spectacle " Kuakidila kua Mukulakaja " de la CTM au cs bon espoir

La Compagnie Théâtre de Marconte vient de mettre fin, mardi à sa tournée théâtrale scolaire, avec sa nouvelle pièce intitulée « *Kuakidila Kua Mukulakaja* », au Complexe scolaire Bon Espoir dans la commune de Kalamu.

« Il était important de présenter cette scène de marionnettes à table « *Kuakidila kua Mukulakaja* » traduit en français par (les pleurs d'un vieillard), aux élèves de la capitale, car c'est un spectacle instructif et pédagogique, qui a beaucoup éveillé la conscience des apprenants sur leur appartenance aux valeurs traditionnelles et culturelles, ledit spectacle, a attiré l'attention des élèves et a suscité leur participation active durant le sketch, ce qui leur a également permis de tirer, chacun, selon sa compréhension, une leçon bénéfique à mettre en pratique dans leur vie car, elle est remplie d'enseignement de sagesse traditionnelle » a fait savoir S. Konde

L'un des élèves, émerveillés à la fin de cette interprétation, n'a pas manqué d'exprimer son ressenti « *Dans le spectacle, j'ai aimé la façon dont la vieille a guéri un jeune homme qui était abandonné dans la rue. En retenant que, les personnes âgées ne sont pas des sorcières mais elles ont plus de sagesse qui enseignent sur la*

vie et il faut aussi apprendre à les respectés ».

D'après l'un des enseignants de l'école, « cette pièce montre qu'il ne faut jamais juger les gens par leur apparence étant donné que la vieillesse est une étape de la vie, un chemin que tout être humain est censé emprunter à une seule condition, que la mort ne nous arrête pas. » Et félicite l'équipe de la CTM, pour avoir fabriqué des marionnettes qui ont été réelles aux yeux des enfants.

Signalons, à la fin du spectacle que les membres de la CTM ont dressé un tableau positif de ladite tournée, d'après eux, tout ce qui était programmé a été réalisé comme il le fallait. Le spectacle a émerveillé les élèves, parents et l'ensemble du personnel enseignant qui ont beaucoup appris.

Pour rappel, la CTM a entamée cette tournée scolaire avec sa pièce « *Kuakidila kua Mukulakaja* » mardi 18 octobre dernier et a prestée dans plusieurs écoles de la capitale à savoir l'Institut Aurora (Section anglaise et française), l'école américaine Tasok, l'école Bon Départ (Limete/Lemba) et le COMPLEXE scolaire Bon Espoir 1(Kalamu).

ACP

## CAF-C2

# TP Mazembe domine Royal AM : 1-0 !

Le TP Mazembe a eu à nouveau raison du Royal AM hier mercredi 9 novembre sur le score de 1 but à 0. Battus à l'aller à Lubumbashi 0-2, les joueurs sud-africains ont ainsi concédé une défaite à domicile. Par cette victoire, les Corbeaux congolais accèdent à la phase des poules de la coupe de la confédération.

Mazembe consolide ainsi la participation de la RDC à cette compétition après la qualification, le même jour, du FC Lupopo qui



a battu à Kinshasa Rail Club de Kadiogo du Burkina Faso (1-0). Et puis le Daring Club Motema Pembe qui a défait

Flambeau du Centre de Burundi sur le score de 2 à 1 au stade des Martyrs de Kinshasa hier soir.

## Calomnies et mensonges après TPM - Royal AM

# Le numéro raté de Miss MKHIZE

Une des femmes les plus riches du pays. Businesswoman de 45 ans ayant amassé une fortune en faisant construire les immeubles du gouvernement Adrice de série télévisée sud-africaine.

Ce sont les mentions qui apparaissent

dans les biographies de Shawn Makhize Mkhize. Plus rares sont les articles qui lui sont consacrés en tant que propriétaire du Royal AM Football Club.

C'est pourtant à ce titre qu'elle s'est tout récemment illustrée en confiant à City Press que jamais elle n'avait assisté, jusque-là, à un aussi déplorable accueil que celui reçu à Lubumbashi.

Personnes n'est épargné : ni les 100 pour 100 tout nus agressant ses footballeurs, ni les supporters locaux empêchant son personnel médical de soigner des joueurs, ni le commissaire du match tellement apeuré qu'il n'osait intervenir. Pour la grande présidente, sorti de Kamalondo vivants était le seul objectif des membres de son club.

Même si son garage abrite Rolls, Aston Martin, Ferrari et Porsche, Miss c a effectué là une sortie de route spectaculaire qui fera sans doute éclater de rire son concitoyen Patrice MOTSEPE, ci-devant patron de la CAF et de Mamelodi Sundowns. Bizarre d'ailleurs que ce dernier club ne se soit jamais plaint de tels ignobles traitements lors de ses visites au Stade TP Mazembe.

Alors que la patronne de Royal AM a promis une réception très fairplay du TPM au retour, le président KATUMBI n'a pas apprécié ce dérapage fait de calomnies et d'accusations mensongères. Sa lettre ci-après adressée à la Confédération Africaine en atteste.

Lettre adressée au Président de la CAF, à son Secrétaire Général et à la Commission de Discipline



de semaine ouvrable. Les images diffusées par la télévision en attestent.4. A ce jour, le TP Mazembe n'a jamais manqué à ses devoirs d'hospitalité à l'endroit des dubs visiteurs. Y compris les clubs venus

transmis copie pour information à la FECOFA, SAFA et au Royal AM

### Concerne : les déclarations mensongères et racistes de la Présidente de Royal AM

Monsieur le Président, Lors d'une conférence de presse tenue par Mme Mkhize, la présidente de Royal AM a tenu des propos particulièrement graves et consternants accusant le TP Mazembe de mauvais traitement à son endroit et celui de son club. Ces accusations suscitent ma plus profonde indignation car elles relèvent purement et simplement du mensonge. Par la présente, j'ai l'honneur de vous dénoncer les allégations mensongères de Mme MKHIZE reprises dans un article de presse que je joins en annexe. Les propos tenus par Mme MKHIZE sont d'autant plus choquants que :1. Lors de la rencontre, Mme MKHIZE a refusé de prendre place à la tribune d'honneur dans laquelle des places étaient, comme le veulent la coutume et les règles d'hospitalité, réservées pour elle et les dirigeants du club visiteur.2. Ayant constaté que la présidente du Royal AM avait pris place parmi le public dans la tribune centrale, j'ai pris l'initiative de me déplacer afin de la rejoindre et lui proposer de gagner à mes côtés la place qui lui était réservée. Mme MKHIZE a décliné mon invitation préférant rester dans la tribune centrale.3. La rencontre s'est déroulée dans un stade dont le taux d'occupation était faible en raison que le match s'est disputé un jour

d'Afrique du Sud. Certains d'entre eux, notamment Mamelodi Sundown, ont même déjà obtenu la victoire sur la pelouse du TP Mazembe sans que cela ne suscite la moindre réaction hostile des supporters du club.5. Le commissaire au match peut confirmer que le match s'est déroulé dans la plus parfaite correction. Au-delà des allégations mensongères regrettables de la présidente de Royal AM, j'ai le regret de constater que les propos de Mme Mkhize comportent des insinuations racistes totalement inacceptables contre lequel j'exprime ma plus vive indignation et mon plus grand dégoût. La Commission de Discipline de la CAF devrait être saisie afin d'en apprécier la teneur. Ces propos sont indignes d'une sœur africaine et surtout sud-africaine, qui connaît dans l'histoire les poids des mots, quand on traite son semblable de « bush men, à moitié nu ». Ceux qui tiennent de tels propos n'ont pas leur place dans un stade de football. Dans ce contexte et au regard de l'imminence du match retour, j'invite la CAF à veiller à la bonne tenue du match retour et à la sécurité des supporters du TPMazembe. Soyez assuré, Monsieur le Président, de l'expression de mes sentiments de haute considération.

## CAF - C2

# Lupopo qualifié pour la phase des groupes

Le saint eloi Lupopo s'est imposé face au Rail Club de Kadiogo du Burkina Faso (1-0), en marge du match retour des seizièmes de finale bis de la coupe de la confédération-CAF, disputé hier mercredi 9 novembre au stade des martyrs Kinshasa.

Le but de la victoire a été marqué par Jean-Marc Makusu Mundele (75').

Après avoir remporté le match aller sur le même score (1-0) à Cotonou (Benin), les Cheminots retrouvent le chemin de phase de groupes, 16 ans après.

La dernière fois remonte à 2016 en Coupe de la Confédération. Lupopo avait terminé 3ème de son groupe avec 4 points derrière l'Etoile du Sahel et l'Espérance de Tunis de la Tu-

nisie, mais devant Renacimiento FC de la Guinée Equatoriale.

Le club de Lubumbashi devra ainsi attendre dans une semaine pour connaître ses adversaires en phase des groupes de la coupe de la Confédération-CAF.

La Confédération africaine de football (CAF) a fixé la date des tirages au sort des phases de groupes de la Ligue des champions africaine et de la Coupe CAF à mercredi 16 novembre 2022. Le tirage se déroulera au Caire, en Egypte à partir de 11h GMT.



## Coup dur pour le Sénégal

# Sadio Mané finalement forfait pour la Coupe du Monde !



Sorti sur blessure lors de la victoire du Bayern Munich face au Werder Brême (6-1) mardi soir, le Sénégalais Sadio Mané ne disputera pas la Coupe du monde (20 novembre - 18 décembre). L'ailier de 30 ans sera absent pour son deuxième mondial de suite au Qatar.

C'est un véritable cauchemar pour le Sénégal qui perd sa star à douze jours de son entrée en lice en Coupe du monde face aux Pays-Bas. Sadio Mané ne disputera pas la Coupe du monde (20 novembre - 18 décembre). Après la victoire du Bayern Munich face à Brême mardi soir (6-1), le milieu offensif se voulait pourtant rassurant malgré sa sortie sur blessure. L'ensemble du staff bavarois évoquait de son côté un simple coup reçu.

Finalement, son destin sera bien différent puisqu'il ne devrait finalement pas être présent lors de la Coupe du monde au Qatar au plus grand dam des Lions de la Téranga.

### Touché à un tendon

Alors que l'inquiétude se portait sur son genou, le journal L'Equipe a dévoilé le forfait de

l'ancien Messin pour cette compétition et les raisons qui ne lui permettront pas d'aider le Sénégal à la grande messe du football.

Touché au tendon, il va manquer plusieurs semaines de compétition et cela ne lui permettra pas d'aider les siens sur la pelouse à l'occasion de la Coupe du monde qui se déroulera jusqu'au 18 décembre prochain.

### Absent plusieurs semaines

Il sera donc privé de sa star de 30 ans, 2e du dernier Ballon d'Or et vainqueur de la CAN en janvier avec les Lions de la Téranga. Le Sénégal, placé dans le groupe A en compagnie du Qatar, de l'Equateur et des Pays-Bas, se présentait comme un outsider à ce Mondial.

Le sélectionneur du Sénégal Aliou Cissé va annoncer sa liste vendredi et nul doute que ce forfait de Sadio Mané va bousculer ses plans puisqu'il va devoir revoir toute son animation offensive sans son meilleur joueur. Présent lors de la Coupe du monde 2018, Sadio Mané sort d'une CAN remportée et a inscrit le tir au but vainqueur permettant au Sénégal de vaincre l'Egypte pour aller à la Coupe du monde.

Afrik-plus.com

# Ensemble répond à l'appel

**Face à la gravité de la situation dans l'Est, Ensemble pour la République entend répondre à l'appel du Chef de l'Etat au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Au-delà d'un appel au rassemblement de la nation, la formation politique indique qu'une victoire contre les forces d'agression appelle des décisions fortes. Ensemble pour la République déplore que dans la mise en œuvre de pareils appels les résultats escomptés manquent souvent au rendez-vous, du fait du non respect des engagements souscrits. Il craint que les mêmes causes produisent interminablement les mêmes effets.**

Ensemble pour la République est convaincu qu'il est possible de mettre un terme à la guerre qui prévaut dans l'Est et de prévenir ce type de conflit « à condition d'en avoir réellement la volonté, d'agir dans la sincérité et sans arrière-pensées politiciennes. C'est la quintessence de la déclaration faite le 8 novembre 2022 à Lubumbashi relativement à la guerre dans l'Est et à l'appel du Chef de l'Etat du 3 novembre 2022. Dans ce document signé le 8 novembre 2022 par son président Moïse Katumbi, le parti politique

déclare sans ambages que « face à la gravité de la situation dans l'Est, Ensemble pour la République entend répondre à l'appel du Chef de l'Etat au nom de l'intérêt supérieur de la nation ». Et de souligner « chaque fois qu'il s'agit de sauver la nation, Ensemble pour la République répond et répondra toujours présent comme nous l'avons fait en octobre 2020 ». Allusion faite à son adhésion à l'Union sacrée de la nation. Pour l'essentiel, la formation politique dit sa détermination de demeurer auprès du peuple congolais et de son armée pour gagner la présente d'agression. En tant que parti politique prônant les valeurs républicaines, Ensemble pour la République rappelle les principes de base qui guident son engagement politique en faveur du peuple congolais. Il s'agit, entre autres, de l'intégrité territoriale de la RDC qui ne peut être violée ou remise en question, du respect de toutes les dispositions constitutionnelles, de la légitimité du pouvoir relevant des élections et non du recours à la violence ou tout autre moyen arbitraire et inique. Il reste entendu qu'aucun Congolais n'a le droit de prendre les armes, constituer des milices ou des groupes armés, le monopole de la détention des armes étant réservé aux forces de défense

et de sécurité étatiques. L'autre principe de base auquel tient Ensemble pour la République est l'égalité de tous les Congolais devant la loi et le bien public. Autrement dit, tous les Congolais ont droit à une égale protection de l'Etat et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque mesure discriminatoire. Par ailleurs, la déclaration d'Ensemble pour la République est assortie de rappel historique et de recommandations pour la réussite de l'initiative du Chef de l'Etat. Il y a dix ans, note le document, les Fardc avaient infligé une mémorable défaite au M23 dont les éléments avaient été contraints à trouver refuge en Ouganda et au Rwanda. Autant dire qu'il n'y a pas un voile de fatalité qui couvre l'avenir de la Rd-Congo. Il est donc impératif de traiter les causes et non les conséquences qui ont abouti, aujourd'hui comme hier, à la guerre dans l'Est. Les recommandations d'Ensemble pour la République portent sur les plans militaire, institutionnel et politique ainsi que diplomatique. Au plan militaire, les Fardc doivent se sentir soutenues, encadrées, motivées et bien payées, soigner les blessés, soutenir les veuves et les orphelins ; éviter de re-

courir aux troupes étrangères dont les gouvernements sont accusés ou soupçonnés de prêter main forte au M23 et autres groupes armés, en revanche faire appel aux troupes d'un allié solide, constant et impartial comme l'Angola. Sur le plan institutionnel et politique, il faudra réduire le train de vie de l'Etat et affecter les recettes mobilisées au profit des victimes de la guerre ; mettre un terme à l'instrumentalisation des institutions, libérer les prisonniers politiques, les opposants et les journalistes ; combattre l'ethnisation et la tribalisation de l'Etat et des services publics ; mettre fin à la fraude, la corruption, les détournements des deniers publics dont la persistance tend à établir durablement une culture d'impunité ; recréer la confiance entre les principaux acteurs politiques et sociaux ainsi que les différentes communautés qui composent la nation congolaise en vue de préserver le pacte républicain issu du processus de Sun city ; assurer la tenue régulière des élections transparentes et inclusives dans le respect de la constitution afin de garantir une légitimité incontestable aux dirigeants élus. Au plan diplomatique, il faudra appuyer les efforts du processus de Luanda.

LR

## ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE



### DECLARATION DE ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE SUR LA GUERRE A L'EST ET L'APPEL DU CHEF DE L'ETAT DU 03 NOVEMBRE 2022

Dans le contexte de la guerre en cours dans l'Est du pays, ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE tient à souligner les principes de base qui guident son engagement politique en faveur du peuple congolais :

1. L'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo. Elle ne peut être violée ou remise en question. L'unité et l'inviolabilité des frontières de notre pays sont des principes intangibles et non négociables ;
2. L'ordre institutionnel actuel fruit d'un long cheminement qui a conduit à l'adoption par référendum de la Constitution par le peuple. Au risque de conduire notre pays dans une grave instabilité, toutes les dispositions de cette Constitution doivent être respectées dans leur intégralité ;
3. La légitimité du pouvoir relevant des élections et non du recours à la violence ou tout autre moyen arbitraire et inique. Le monopole de la détention des armes sur le territoire national relève des forces de défense et de sécurité étatiques. Aucun congolais n'a le droit de prendre les armes, constituer des milices ou des groupes armés ;
4. L'égalité de tous les Congolais devant la loi et le bien public, quel que soit leur genre, éducation, langue, origine, appartenance à une ethnie, à une tribu, à une religion, à une minorité culturelle ou linguistique. Tous les Congolais ont droit à une égale protection de l'Etat et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque mesure discriminatoire.

Face à la gravité de la situation à l'Est, ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE entend répondre à l'appel du Chef de l'Etat au nom de l'intérêt supérieur de la Nation.

Chaque fois qu'il s'agit de sauver la Nation, ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE répond et répondra toujours présent comme nous l'avons fait en octobre 2020. Toutefois il y a lieu de déplore que dans la mise en œuvre de ce genre d'appels les résultats espérés manquent souvent au rendez-vous. Cela pour plusieurs raisons, entre autres, le non-respect des engagements souscrits.

Au-delà d'un appel au rassemblement de la Nation, une victoire contre les forces d'agression appelle des décisions fortes ; car il est impératif de traiter les causes, et non les conséquences qui ont abouti, aujourd'hui comme hier, à la guerre dans l'Est du pays. Il faut craindre que les mêmes causes produisent interminablement les mêmes effets.

Il y a près de 10 ans, les FARDC, nos forces armées, avaient infligé une mémorable défaite au groupe armé M23. Les éléments de ce groupe avaient été contraints de trouver refuge en Ouganda et au Rwanda. Il n'y a donc pas un voile de fatalité qui couvre l'avenir de la République Démocratique du Congo.

Cette nouvelle guerre, nous nous devons de la gagner. Pour ce faire, il importe de :

#### Sur le plan militaire :

- Doter les soldats qui sont déployés au front des moyens dignes en comparaison de ceux qui sont alloués aux Institutions ; nos forces armées doivent se sentir soutenues, encadrées, motivées et bien payées.
- Mobiliser les moyens financiers pour soigner nos blessés et soutenir les veuves et les orphelins dont la situation de précarité actuelle est un élément de démotivation de nos troupes au front.
- Éviter de recourir aux troupes étrangères dont les gouvernements sont accusés ou soupçonnés de prêter main forte aux rebelles et autres groupes armés.
- Faire appel aux troupes d'un allié solide, constant et impartial comme l'Angola, capable de soutenir les FARDC et d'appuyer leur réorganisation.

#### Sur le plan institutionnel et politique :

- Réduire le train de vie de l'Etat et affecter prioritairement les recettes et ressources actuellement mobilisées au profit des victimes de la guerre.
- Décréter les provinces de l'Est comme zones sinistrées et accélérer l'effort de leur intégration dans l'économie nationale.
- Mettre un terme à l'instrumentalisation des institutions, en particulier le pouvoir judiciaire, et libérer les prisonniers politiques et d'opinion, les opposants et les journalistes.
- Combattre vigoureusement l'ethnisation et la tribalisation de l'Etat et des services publics.
- Mettre fin à la fraude, la corruption, les détournements des deniers publics dont la persistance tend à établir durablement une culture d'impunité.
- Recréer la confiance entre les principaux acteurs politiques et sociaux ainsi que les différentes communautés qui composent la Nation congolaise en vue de préserver le pacte républicain issu du processus de Sun City.
- Assurer la tenue des élections régulières, transparentes, inclusives dans le respect de la Constitution pour garantir une légitimité incontestable aux dirigeants élus.

#### Sur le plan diplomatique :

- Appuyer les efforts du processus de Luanda.

En ce qui concerne la cohésion nationale, ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE appelle à sanctionner sévèrement tout discours de discrimination ethnique et d'intolérance contre les opinions politiques divergentes.

Il est possible de mettre un terme à cette guerre dans l'Est du pays et de prévenir ce type de conflit à condition d'en avoir réellement la volonté, d'agir dans la sincérité et sans arrière-pensées politiciennes. La sincérité ne se décrète pas. Elle se prouve.

ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE reste auprès du peuple congolais et de son armée pour gagner la guerre !

Cessons de pleurer, ensemble agissons !

Que vive la République Démocratique du Congo !

Que Dieu bénisse notre pays et notre peuple !

Fait à Lubumbashi, le 08 novembre 2022

Moïse Katumbi  
Président